



# L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs  
communiste révolutionnaire



Centre  
hospitalier  
Saint-Denis

Lundi 24 avril 2023

## **Sons sans lumière pour Macron : la lutte continue, et elle continuera !**

**Macron n'en peut plus de traîner les casseroles de sa réforme des retraites : il annonce haut et fort que celle-ci est passée, qu'il faut tourner la page et qu'il va aller à la rencontre de la population, mais à chaque prise de parole, quel que soit l'endroit, il est accueilli bruyamment. À tel point qu'à Ganges, dans l'Hérault, jeudi dernier, un arrêté de la préfecture a interdit tout « dispositif sonore portatif »... Le ridicule était bel et bien là ! Surtout que le dispositif de sécurité autour de la visite présidentielle n'a pas empêché qu'il doive faire la réunion prévue dans un collège de la ville sur des petites chaises en plein milieu de la cour, en raison d'une coupure de courant orchestrée par des grévistes d'EDF... Son « tour de France » risque d'être très laborieux.**

### **Macron et le CAC 40, dégagez !**

Sans attendre le 1<sup>er</sup> mai, tous ceux qui se sont mobilisés contre la réforme des retraites depuis plus de trois mois saisissent toutes les occasions pour manifester leur colère et leur refus de cette réforme injuste. Une véritable guérilla contre Macron et son gouvernement, qui montre que la lutte continue.

Le 20 avril, de nombreuses actions étaient organisées, dont l'envahissement du siège d'Euronext à la Défense par des centaines de cheminots avec le slogan « Le CAC 40 à la caisse pour payer nos retraites ». Euronext gère en effet la Bourse de Paris où s'échangent les titres financiers des grandes entreprises. Ou bien encore, la manifestation parisienne organisée par l'AG interprofessionnelle 92 et la coordination nationale étudiante (CNE) qui a pu rendre visibles les grévistes de tous secteurs dont les cheminots.

Au-delà de ce gouvernement et de la détestation qu'il suscite, il faut bien voir que c'est tout un système contre lequel nous devons lutter : le capitalisme et sa course au profit qui nous laisse de moins en moins les moyens de vivre. C'est bien pour cela qu'en même temps que la lutte contre la casse de nos retraites, les grèves pour les salaires ont continué. Le week-end dernier, hôtesses et stewards de la compagnie aérienne Vueling étaient en grève pour revendiquer 15 % d'augmentation. Chez Vueling, les salaires aussi sont *low cost* ! Dans le Nord, des salariés de VertBaudet entament leur deuxième mois de grève pour les salaires.

### **Le 1<sup>er</sup> mai toutes et tous dans la rue, et après on continue !**

La persistance de ces grèves et l'expression de cette colère des salariés à travers le pays, coupures de courant à l'appui, permet de voir ce que nous pourrions faire si ces luttes étaient coordonnées. En tant que travailleuses et travailleurs, nous avons une force décisive, à condition d'en prendre conscience et de nous organiser, indépendamment des directions syndicales. En revanche nous n'avons rien à attendre de la reprise d'un prétendu dialogue social avec un gouvernement qui n'attend qu'une chose : continuer à nous attaquer pour mieux servir le patronat.

Alors le 28 avril, nous pouvons faire grève et nous mobiliser à l'occasion de la journée internationale de la sécurité et de la santé au travail. Chaque année, plus de 1 000 accidents mortels du travail et de trajet sont déclarés en France. Sans parler des maladies professionnelles. Et on voudrait nous faire travailler deux ans de plus !

**Puis le 1<sup>er</sup> mai, journée de lutte internationale des travailleuses et travailleurs, soyons les plus nombreux possible dans les rues de toutes les villes du pays pour clamer haut et fort, avec ou sans casseroles, que non, c'est non, cette réforme des retraites, on n'en veut toujours pas. Grèves, blocages, manifestations, casserolades, chasse aux ministres, tout va devoir continuer jusqu'au retrait... et cela dès le 2 mai !**

Pour lire le reste de nos publications, rendez-vous sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

Nos réseaux sociaux → Facebook, Twitter et Insta : @npaetincelle

Pour prendre contact, signaler une info ou autre → [etincellenpa.chsd@gmail.com](mailto:etincellenpa.chsd@gmail.com)



**Effondrement de l'hôpital public : virer Macron et ce système devient une urgence vitale**

En cinq ans de présidence Macron, 21 000 lits d'hospitalisation ont été supprimés en France. L'hécatombe continue, mais jusqu'à quand ? La santé se détériore pour tous et les conditions de travail deviennent de plus en plus dures sans que les salaires suivent l'augmentation des prix.

Comme le réchauffement climatique, on se demande quand le seuil de crise et d'effondrement sera dépassé. Mais en attendant la situation s'aggrave. Le manque de personnel semble une bonne excuse masquant les politiques de santé menées depuis plusieurs décennies pour en arriver à ce résultat. Macron et son ministre de la Santé peuvent bien faire semblant de se soucier du problème, et promettre de « désengorger » tous les services d'urgence d'ici à la fin 2024, personne ne peut les croire : le problème c'est eux, leur choix de dépouiller les services publics comme d'augmenter l'âge de la retraite pour enrichir cette classe capitaliste qui ne s'est jamais autant enrichie sous aucun autre gouvernement.

Ils ne méritent que nos casseroles et au-delà, un mouvement massif politique contre eux et leur système.

**Et ça ne Rist pas de s'améliorer**

Entrée en vigueur le 3 avril, la loi Rist vise à plafonner les honoraires des médecins intérimaires à 1 390 euros brut par garde de 24 heures dans les hôpitaux publics. Alors que 30 % des postes de médecin titulaire sont vacants dans le public, les médecins intérimaires se sont largement tournés vers le privé où la nouvelle loi ne s'applique pas : au 17 avril on recensait 70 services fermés en raison du manque d'intérimaires et une vingtaine d'autres avaient mis en place des fermetures partielles et des déprogrammations.

**Seule la lutte paie... pour la paie !**

Six aides-soignantes de l'Ehpad Les Coralies, dans l'Isère, ont commencé une grève de la faim le 11 avril dernier. Elles réclamaient une hausse de leur salaire horaire de 60 centimes, soit 0,7 % du chiffre d'affaires du groupe Domidep qui les emploie. La direction propose 52 euros brut par mois. Une misère : pour 52 euros, et brut encore, tu n'as plus rien, vu la hausse continue des prix de l'alimentaire.

Soutien aux grévistes et revendiquons nous aussi que nos salaires augmentent !

**Internes de tous les pays, unissons-nous !**

En Grande-Bretagne, les internes (la moitié des médecins hospitaliers) ont mené quatre jours de grève pour de meilleurs salaires. « Surmenés et sous-payés » dit la pancarte d'un manifestant. Leur syndicat réclame 35 % d'augmentation de salaire au vu de la baisse de leur rémunération réelle, qui est de 26 % depuis 2008.

Temps de travail et rémunération, mêmes revendications qu'en France.

**Grèves pour les salaires**

Un peu partout sur le territoire (et ailleurs en Europe et dans le monde), des grèves pour les salaires éclatent, et les grévistes font des banderoles. Sur celle des salariés d'Apple à Paris et Lyon, on lit : « Apple présente iGrève ». À Vertbaudet dans le Nord, où le patron a proposé sans rire 0,01 % d'augmentation », c'est : « 0 %

d'augmentation = 0 % de production, dans ton... » ou encore : « Salaire de misère + retraite mortuaire = grève, grève ! »

Pour tout le monde du travail, c'est la même revendication : des augmentations au niveau de l'inflation !



**À Saint-Denis, première partie lo-fi au concert de la Légion d'honneur**

Le 18 avril, place de la Mairie, 300 personnes ont accueilli Macron aux chants de « Macron démission » ou encore « Macron nous fait la guerre et sa police aussi, mais on reste déter pour bloquer le pays ». Une première partie dissonante avant la mise en musique de Schumann et Schubert à laquelle était venu assister Macron à la Légion d'honneur.

**Bruno Le Maire ou Bruno Le Pen ?**

« Les Français en ont ras-le-bol de la fraude, de toutes ces aides sociales obtenues de manière douteuse et qui sont ensuite détournées vers le Maghreb ou ailleurs ! » Ces propos totalement scandaleux auraient très bien pu être l'œuvre de Marine Le Pen mais en fait, pas du tout. C'est bien Bruno Le Maire, ministre de

l'Économie, qui en est l'auteur. Quand la colère sociale monte, le gouvernement désigne des boucs-émissaires : un coup, ce sont les cheminots, un autre les fonctionnaires, puis un autre les immigrés... Mais ne tombons pas dans le piège de la division. Français, immigrés, mêmes patrons, même combat !

**Mayotte : migrants dans le viseur**

À Mayotte aussi, le gouvernement vise les migrants. Darmanin, le ministre de l'Intérieur, a mobilisé 1 800 policiers et gendarmes, dont 500 envoyés de métropole, appuyés par des blindés, pour son opération « Wuambushu » (« reprise » en mahorais) destinée à expulser les migrants clandestins venus des Comores et à détruire les bidonvilles qui les abritent. Des moyens bien employés... Relayé par des politiciens locaux, dont l'un a été jusqu'à déclarer qu'il faudrait peut-être tuer un des jeunes qui s'opposent à la destruction de leurs baraques, le gouvernement accuse les migrants de tous les maux dont souffre l'île : chômage, délinquance, misère. Il tire toutes les richesses possibles de Mayotte et de sa vaste zone économique exclusive maritime, et fabrique en même temps que la misère des boucs-émissaires.

**460 civils tués au Soudan, la population livrée à elle-même**

Depuis le 15 avril, des combats opposent les armées de deux généraux qui, en octobre 2021, avaient uni leurs forces pour renverser le gouvernement civil issu de la révolution de 2019 qui, après de longs mois de manifestations, de sit-ins et de grèves, avait mis fin à 30 ans de pouvoir du dictateur Omar El-Bechir.

La population se retrouve prise en étau entre deux forces armées représentant des intérêts économiques différents, et soutenus par différents pays : d'un côté l'armée régulière, c'est-à-dire ses généraux, qui contrôlent l'essentiel des sociétés industrielles du pays ; de l'autre, le général Hemedti et son clan, qui contrôlent les régions plus reculées, et avant tout leurs ressources minières, dont l'or que produit le pays.

Leur conflit a déjà fait fuir des milliers de personnes des grandes villes du pays, tué des centaines de personnes et blessé plus de 4 000 autres, sans secours officiel. Des comités de résistance existent depuis 2019 et tentent d'organiser les premiers secours et de satisfaire les besoins élémentaires, car la population a l'expérience et sait ne pouvoir compter que sur elle-même.

Un article à lire sur le sujet en flashant le code.

